



Transition agricole et alimentaire : axes clés d'émancipation des femmes

ÉTUDE
NOVEMBRE 2018



La Fondation RAJA-Danièle Marcovici



Agir pour les femmes dans le monde

Créée en 2006 sous l'égide de la Fondation de France et à l'initiative de Danièle Kapel-Marcovici, Présidente-Directrice Générale du Groupe RAJA, la Fondation RAJA-Danièle Marcovici développe des actions de solidarité et de mécénat dédiées à l'émancipation des femmes, en France et à l'international. Depuis 12 ans, la Fondation a peu à peu étendu son périmètre d'actions pour articuler ses engagements autour de 3 grandes missions :

Soutenir des projets en faveur de l'émancipation des femmes

La Fondation développe des partenariats avec des associations françaises, agissant en France et à l'international, pour favoriser l'émancipation des femmes et l'amélioration de leurs conditions de vie. Elle soutient financièrement des projets sur ses 4 domaines d'intervention :

- la défense des droits des femmes et la lutte contre les violences,
- l'éducation et l'action sociale,
- la formation et l'insertion professionnelle,
- la protection de l'environnement et la lutte contre les changements climatiques.

Depuis 2006, elle a soutenu plus de 400 projets associatifs, dans 53 pays, au bénéfice de près de 85 500 femmes.

Dénoncer, informer et partager pour vaincre les inégalités

La Fondation développe des actions d'information et de sensibilisation sur la cause des femmes auprès de différents types de publics. Elle dénonce les inégalités et les injustices que les femmes subissent. Elle encourage les partages d'expériences à partir des résultats des projets soutenus afin d'améliorer l'efficacité des actions sur le terrain et de contribuer au déploiement des leçons tirées. La Fondation vise à mettre en valeur les résultats des associations notamment via l'organisation de cérémonies de remises de Prix (« Fondation RAJA Women's Awards »). Elle participe également à des actions collectives en partenariat avec des fondations et autres acteurs.

Impliquer les collaboratrices et les collaborateurs

La Fondation sensibilise les collaboratrices et collaborateurs du Groupe RAJA à l'enjeu de l'émancipation des femmes en les informant des actions menées et en les incitant à s'engager à ses côtés. Le programme RAJApeople leur propose différents modes d'implication : bénévolat de compétences, parrainage de projet, arrondi sur salaire, participation aux événements solidaires organisés par la Fondation et en partenariat avec d'autres acteurs. Par ailleurs, un programme de produit-partage « Femmes & Environnement » est en place depuis septembre 2015 ; il a permis de collecter un million d'euros qui ont été alloués à des projets de protection de l'environnement et de lutte contre les changements climatiques. ■



12 ans d'actions

sommaire



Les femmes au cœur de la transition agricole et alimentaire

P. 6

Produire pour nourrir et faire vivre sa famille

P. 7

Produire pour son territoire

P. 11

Protéger l'environnement et lutter contre les changements climatiques

P. 13

Pistes d'actions pour promouvoir l'émancipation et l'autonomisation des femmes

P. 16

Reconnaître les besoins spécifiques des femmes

P. 17

Faciliter et sécuriser l'accès aux ressources et aux services

P. 19

Faire entendre la voix des femmes

P. 22

Des effets de levier pour aller plus loin

P. 26

Index des projets

P. 30

introduction



Le 25 septembre 2015, les 193 États membres de l'Organisation des Nations Unies ont adopté le Programme de développement durable à l'horizon 2030 pour une prospérité à long-terme des populations et de la planète. Ce « programme », avec ses 17 objectifs de développement durable (ODD), engage le monde sur une voie de prospérité qui suppose notamment une transformation des conditions de production et de consommation. Les ODD mettent également en avant l'importance de la lutte contre les inégalités femmes-hommes pour une croissance inclusive et durable.



**OBJECTIFS
DE DÉVELOPPEMENT
DURABLE**

En novembre de la même année, lors de la conférence internationale sur le climat, la COP 21, **169 pays signaient l'Accord de Paris sur le Climat** pour affirmer leur engagement volontaire de contenir l'élévation de la température moyenne de la planète d'ici 2100 en dessous de 2°C. En novembre 2017, les négociations de la COP 23 ont reconnu deux enjeux indispensables pour mettre en œuvre l'Accord de Paris: **le changement des modèles d'agriculture et d'alimentation, et l'engagement des femmes**, porteuses de savoirs et d'initiatives pour la transition vers un modèle plus durable. Un Plan d'action Genre et Climat a été adopté le 17 novembre 2017 dans ce cadre.

La Fondation RAJA-Danièle Marcovici, engagée depuis plus de 12 ans en faveur de l'émancipation des femmes partout dans le monde, soutient ces agendas internationaux. En 2015 des actions spécifiques ont été mises en œuvre à l'occasion de la tenue de la COP 21 à Paris, avec l'organisation d'une table ronde réunissant des femmes engagées sur les enjeux climatiques. Une étude a été réalisée à cette occasion, qui mettait en évidence le fait que les femmes sont à la fois les premières victimes des changements climatiques mais également des actrices incontournables pour la préservation de l'environnement et l'adaptation aux changements climatiques.

Cette nouvelle étude souhaite poursuivre cette réflexion, en la centrant plus spécifiquement sur **les enjeux et les initiatives de transition agricole et alimentaire dans un contexte de changements climatiques**. Dans de nombreux pays, ici en France et en Europe, comme là-bas en Afrique, Amérique latine et Asie, les femmes sont en effet de plus en plus au cœur des stratégies permettant de nourrir le monde de demain grâce à des pratiques et des initiatives de production plus résilientes et de commercialisation mieux maîtrisées. Ces activités leur permettent également de gagner en autonomie, de mieux se faire entendre au sein des organisations agricoles et de participer pleinement aux décisions les concernant et, enfin, d'obtenir un accès sans contraintes aux ressources productives et à des services adaptés à leurs besoins.

L'un des défis majeurs du programme ODD 2030 est d'arriver à inscrire dans la durée des modes de production et de consommation plus durables. Il convient dès à présent d'engager une transition agricole et alimentaire et, pour ce faire, d'accompagner le passage à l'échelle des initiatives pionnières de transition et la promotion d'une réorientation des politiques. ■

Transition agricole et alimentaire (TAA) : facteurs clés de changement

Pour s'engager dans une transition agricole et alimentaire, deux évolutions clés sont à promouvoir :

- 1 La relance des économies alimentaires des territoires qui ont été abandonnés par le système alimentaire mondialisé et se trouvent très appauvris du fait de la perte de l'essentiel du moteur agricole et alimentaire de leur développement. Cette relance se fait par la promotion des circuits courts, des produits marqués (de terroir), les transformations des produits agricoles à petites échelles, la création de valeurs et d'emplois locaux...
- 2 La lutte contre les mauvaises performances sociales, environnementales et culturelles du système mondialisé, en soutenant le développement de l'agro-écologie, permettant la diminution des intrants chimiques, le développement des associations de cultures, de l'association agriculture-élevage, l'utilisation des sous-produits, des énergies renouvelables, et l'incorporation de plus de valeur ajoutée dans l'exploitation agricole.

Approche méthodologique retenue pour l'étude

L'objectif de cette publication est de **poser les grandes lignes des problématiques et enjeux autour du triptyque Agriculture/Alimentation/Femmes** en se positionnant dans une perspective de développement durable. L'étude décline ainsi les thématiques-clés constitutives des défis actuels et à venir, en mettant en évidence le rôle – actuel et potentiel – des femmes à partir de synthèses documentaires et de retours d'expériences. Ces retours proviennent d'une sélection de projets soutenus par la Fondation RAJA-Danièle Marcovici : des activités et résultats spécifiques sont mis en avant comme exemples concrets de solutions possibles. Une présentation synthétique des projets est intégrée en dernière partie.

Nord et Sud... ici et là-bas ?

Pour cette étude, nous avons souhaité avoir **une approche transverse couvrant les différentes zones d'intervention de la Fondation**, donc à la fois des pays dits du Nord (France et Europe) et des pays dits du Sud (pays d'Afrique, Asie, Amérique Latine). Un certain nombre de problématiques autour du triptyque Agriculture/Alimentation/Femmes sont en effet communes, même si des différences significatives existent, notamment sur l'ampleur des enjeux. Nous utiliserons le terme « Ici et là-bas », terme qui tend à remplacer la terminologie « Pays du Nord » et « Pays du Sud » dans le milieu du développement. Le paradigme Nord et Sud s'estompe devant le constat de l'existence de fortes hétérogénéités (les Nords... et les Suds...) et souligne des enjeux universels tels que mis en évidence dans les ODD.

Les Objectifs de Développement Durable



Les ODD, également nommés Objectifs mondiaux, sont un appel mondial à agir pour éradiquer la pauvreté, protéger la Planète et faire en sorte que tous les êtres humains vivent dans la paix et la prospérité. Ces 17 Objectifs prolongent les Objectifs du Millénaire pour le développement, en soulignant des préoccupations transverses clés telles que les changements climatiques, la paix et la justice. Ces objectifs sont étroitement liés les uns aux autres, le succès de l'un dépendant souvent de la résolution de problématiques généralement associées à un autre objectif. En reposant sur le partenariat et le pragmatisme, les ODD visent à orienter dès maintenant des choix adaptés pour améliorer, de manière durable, le sort des générations futures. Ils proposent une marche à suivre et des cibles claires, en accord avec les priorités locales et sectorielles et avec les défis écologiques globaux.

Cette étude a été réalisée par Danièle Sexton, experte en changement social, en collaboration avec l'équipe de la Fondation RAJA-Danièle Marcovici, avec la participation d'Henri Rouille d'Orfeuil, membre de l'Académie d'Agriculture de France - membre du Comité Exécutif de la Fondation. La Fondation GoodPlanet contribuera à la diffusion du document.

Les femmes au cœur de la transition agricole et alimentaire

Liens fondamentaux entre la planète et les individus, l'alimentation et l'agriculture durables sont au cœur des enjeux de demain. Or, ce sont les femmes qui sont en général en première ligne pour la production et la transformation des aliments pour la famille, même si elles ont très souvent à faire face à des contraintes d'accès aux ressources productives et financières. Gardiennes de savoirs et de biodiversité, elles sont le pilier de la sécurité alimentaire de la famille sur leur territoire, avec des systèmes de production plus ou moins diversifiés combinant des productions à vocation d'autosubsistance et des activités génératrices de revenus. Elles jouent un rôle clé, mais le plus souvent non valorisé en tant que tel, pour la souveraineté alimentaire des territoires à différentes échelles.

Lorsque les femmes ont accès aux moyens de production et aux conditions qui leur permettent de libérer de leur temps, elles développent des activités génératrices de revenus (et génératrices d'autonomie), à partir de la production, transformation et mise sur le marché de produits agricoles et d'élevage. Ces activités, ici comme là-bas, sont fréquemment insérées dans leur territoire, pour les marchés locaux, la restauration de rue, et peuvent être créatrices d'emplois et de lien social et culturel avec leur communauté et avec les consommateurs.

Ayant souvent un accès plus limité que les hommes aux financements et aux moyens de production, elles s'intéressent davantage à l'agro-écologie ou à l'agro-foresterie, aux productions sur des petites parcelles. Pour certaines, leur relation à la terre nourricière renforce des pratiques de préservation des ressources. Elles sont impliquées dans la préservation des semences et de la biodiversité, ainsi que dans l'utilisation de variétés résilientes et transmettent ces savoirs aux générations à venir, ce qui est un atout pour affronter les enjeux des changements climatiques.



Produire pour nourrir et faire vivre sa famille

Les paysans et paysannes produisent pour approvisionner les marchés et les entreprises agroalimentaires, mais en premier lieu pour nourrir leur propre famille: la petite production pour l'autoconsommation donne accès à l'alimentation à de nombreuses familles en zone rurale et de plus en plus en zone urbaine. Cette petite production est trop souvent rabaisée face à l'image de l'agriculture industrielle, qui peut être plus productive grâce à la mécanisation et aux économies d'échelle, mais aussi plus consommatrice d'intrants et d'énergies fossiles, et finalement... plus excluante. Si la faim et la sous-nutrition continuent à toucher plus de 815 millions de personnes, principalement dans les zones rurales des pays à plus faibles revenus, elles touchent essentiellement des familles pauvres qui n'ont pas la possibilité de se doter d'une alimentation suffisante et équilibrée. Cela vaut aussi pour des familles paysannes contraintes par des conditions de mise en marché très défavorables. Il reste donc important de soutenir la production paysanne pour l'autosuffisance des familles et la souveraineté alimentaire des territoires, dans un contexte de forte croissance démographique notamment en Afrique.

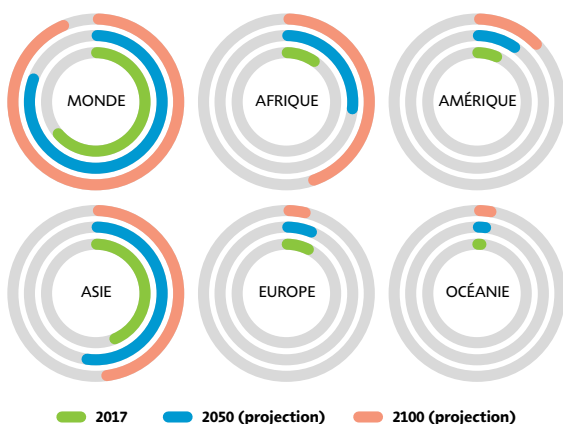
Éliminer la faim d'ici 2030 est possible !

Selon la FAO, l'organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, 815 millions de personnes se couchent le ventre vide, un chiffre en augmentation par rapport aux 777 millions de personnes recensées en 2015. Pourtant, nous produisons actuellement plus de nourriture qu'il n'en faut pour nourrir tous les habitants de la planète. De nos jours, la faim n'est pas due à un problème de quantité d'aliments produits mais au fait que des centaines de millions d'êtres humains ne peuvent pas se permettre d'acheter suffisamment de nourriture. Pour bâtir un avenir viable pour l'humanité, il faut transformer les systèmes alimentaires et agricoles.

FAO, Rapports « L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde » (2017) et : « L'alimentation et l'agriculture, clés pour réaliser le Programme de développement durable à l'horizon 2030 » (2016).



11 milliards de terriens en 2100
Population mondiale en 2017, en 2050 et en 2100

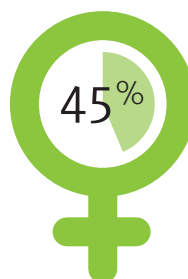


À partir de : United Nations, Department of Economic and Social Affairs, Population Division (2017). World Population Prospects: The 2017 Revision, Key Findings and Advance Tables. Working Paper No. ESA/P/WP/248.

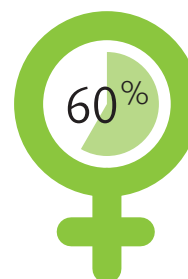
Dans les pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine, les femmes sont le plus souvent en charge de la production destinée à être autoconsommée. Les activités des femmes sont traditionnellement tournées vers la sphère privée et le soin de la famille : elles s'occupent des parcelles vivrières, mais souvent elles constituent aussi une part importante de la main d'œuvre pour les cultures de rente (thé, café, etc.). Suivant les contextes et leur accès à la terre, elles produisent divers aliments de base et élèvent quelques animaux. Le petit élevage est très important pour l'économie de la famille car il est source de protéines (lait, œufs, viande) et permet aux femmes de se constituer peu à peu une épargne sur pied : elles vendent un animal quand elles ont des besoins monétaires particuliers, et notamment pour

des fêtes et évènements sociaux (familiaux, religieux), pour la scolarisation des enfants ou les frais de santé. Elles stockent également des denrées (céréales...) pour les temps de pénurie durant lesquels les coûts sur les marchés sont trop élevés et vendent ou troquent des petites quantités pour se procurer d'autres denrées de base (huile, sel, sucre...). En France et dans les pays européens, la répartition femmes/hommes est moins marquée : les femmes agricultrices produisent dans tous les secteurs. Elles sont cependant plus nombreuses que les hommes sur les activités de transformation de produits et de ventes sur les marchés locaux. **Elles luttent pour être mieux reconnues dans des filières traditionnellement développées par les hommes et souhaitent développer des relations avec leurs territoires et changer de modèles, tester, innover d'autres voies de production et de mise en marché.** ■

Pastoralisme, cultures, pêche et forêt
emploient entre 40 et 45%
de la population active mondiale



dans les pays en développement



dans certaines régions d'Afrique et d'Asie

À partir de : FAO, News « Les femmes détiennent la clé du succès afin de parvenir à un monde libéré de la faim et de la pauvreté », 2016.



CES NYÉLÉNI QUI NOUS NOURRISENT

Ces dernières années, partout dans le monde, des centaines d'organisations et de mouvements se sont mobilisés pour défendre et promouvoir le droit des peuples à la souveraineté alimentaire et ont diffusé en 2007 la Déclaration de Nyéléni.

Selon les récits, Nyéléni était une femme du Mali qui avait pour priorité l'agriculture alors que celle-ci était considérée comme une tâche masculine. Elle est parvenue à surpasser les hommes dans toutes les disciplines agricoles où ils ont voulu l'affronter et a domestiqué des cultures telles que le fonio, combattant la sécheresse du territoire et alimentant ainsi toute la population du Mali. Nyéléni est un symbole du rôle fondamental des femmes dans la réalisation de la Souveraineté Alimentaire.

Dans les villes, les familles à revenus modestes connaissent souvent des difficultés pour acheter la nourriture et couvrir leurs besoins alimentaires en quantité et en qualité. Acheter des produits industriels de faible qualité nutritive mais à bas prix et prêts-à-consommer est courant pour des familles qui ne cuisinent que très peu de légumes. Or des friches urbaines existent, notamment dans des quartiers pauvres des villes, exploitables pour une valorisation agricole. Ces espaces non construits laissent **des opportunités pour que des familles et communautés développent des petites activités agricoles et d'élevage pour compléter leur alimentation.**

Ces formes d'agriculture urbaine de petite échelle pour l'autoconsommation existent depuis longtemps et tendent à se développer, même dans les métropoles des pays à plus forts revenus où diverses formes de jardins urbains cohabitent (sur des friches, sur les toits et terrasses des bâtiments...). Cette agriculture urbaine peut présenter d'autres avantages en termes de cohésion sociale ou d'embellissement du quartier. Elle peut servir de support pour sensibiliser et éduquer jeunes et adultes à une alimentation plus saine, plus équilibrée, pour lutter notamment contre la malnutrition et l'obésité.

L'alimentation, un enjeu pour la santé

Les parcelles vivrières cultivées par les femmes sont souvent diversifiées avec des associations de cultures et des rotations pour une utilisation des parcelles tout au long de l'année. Cette diversité est importante en termes de gestion des risques, et notamment des risques climatiques qui sont de plus en plus fréquents et prononcés dans diverses régions de la planète. C'est également un atout **pour lutter contre la malnutrition qui touche de nombreuses familles.** Le maraîchage et les arbres fruitiers permettent une meilleure qualité alimentaire, et diverses plantes sont utilisées pour leurs vertus gustatives et médicinales. Une bonne alimentation reste le premier remède de santé, de développement et de lutte contre la pauvreté.

Ici, dans les pays du Nord comme là-bas dans les pays du Sud, la malnutrition est un fléau qui appelle **le renforcement de la production et consommation d'aliments à forte valeur nutritive,** la baisse de la consommation de produits industrialisés trop riches en sucres et lipides, et une sensibilisation sur les aspects nutritionnels. Aujourd'hui 1 personne sur 3 dans le monde souffre de malnutrition si l'on considère 3 aspects : les retards de croissance chez l'enfant, l'anémie des femmes ou le surpoids et l'obésité des adultes. 2 milliards de personnes souffrent de carences en micronutriments essentiels, comme le fer, la vitamine A ou l'iode ; 155 millions d'enfants de moins de 5 ans (23 %) présentent un retard de croissance, essentiellement en Afrique et en Asie. Le nombre de femmes de 15 à 49 ans souffrant d'anémie a augmenté depuis 2012, pour atteindre 38 %. Le surpoids et l'obésité sont en hausse dans 144 pays, avec une tendance qui concerne toutes les régions du monde - 10 millions d'enfants africains présentent une surcharge pondérale.¹

¹ FAO, Rapports « L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde » (2017)



RETOUR D'EXPÉRIENCE



L'action d'Elevages Sans Frontières, au Sénégal

Au Sénégal, dans 21 villages de la région de Matam, avec l'appui de l'association Elevages Sans Frontières, 4080 femmes ont développé du maraîchage et de l'élevage ovin et caprin, activités traditionnellement menées par les hommes. L'accès aux moyens de production, grâce à la mise en place d'un système de microcrédit, a permis aux femmes de posséder des animaux et d'être formées à différentes techniques de pérennisation de l'élevage. Grâce au renforcement et à la diversification des activités génératrices de revenus dans la région avec notamment la complémentarité entre les activités d'élevage et de maraîchage, les femmes ont pu développer des pratiques agro-écologiques basées sur les techniques locales et contribuer au renforcement de la sécurité alimentaire de leur famille. Ces activités apportent des revenus mais 1/3 de la production animale est autoconsommée, ainsi que des légumes, ce qui contribue à la sécurité alimentaire de la famille avec une vraie dimension nutritionnelle.

Projet soutenu par la Fondation RAJA – Danièle Marcovici entre 2016 et 2019



RETOUR D'EXPÉRIENCE



L'action de Projeter Sans Frontières, en Colombie

En Colombie, dans des quartiers vulnérables de Bogota, Santa Rosa et Los Puentes, 13 femmes ont développé une serre communautaire et des jardins destinés à l'autoconsommation avec l'appui de l'association Projeter Sans Frontières. Au fur et à mesure des récoltes, les habitudes alimentaires évoluent pour diversifier les repas des familles via l'apport de fruits et légumes comme l'épinard, la blette ou le petit pois. La culture des herbes aromatiques a permis de diminuer fortement la consommation de sodas au profit de tisanes et limonades maison. Ces activités ont eu des effets sur la cohésion sociale : des voisines de diverses origines et qui ne se parlaient pas auparavant se côtoient désormais régulièrement sur des thèmes d'agriculture urbaine et de nutrition, échangent des produits et des graines, des conseils, et s'entraident pour entretenir les jardins si l'une d'entre elles s'absente. Les familles ont nettoyé les espaces utilisés auparavant pour des dépôts illégaux de déchets : le quartier s'embellit.

Projet soutenu par la Fondation RAJA – Danièle Marcovici entre 2017 et 2018





RETOUR D'EXPÉRIENCE



L'action de Dessine l'espoir au Swaziland

Au nord-ouest du Swaziland, région montagneuse du Hlohlo, dans la ville de Piggs Peak, une trentaine de femmes travaillent un jardin communautaire sur un terrain mis à disposition par la mairie pour apprendre des techniques de permaculture, d'agro-écologie et d'agro-foresterie. L'association Dessine l'espoir les accompagne. Ce jardin pédagogique communautaire permet de produire et distribuer des plants pour des jardins maraichers familiaux. L'objectif est d'accroître la production et l'autoconsommation des familles du quartier en légumes frais, produits à forte valeur nutritive (amarante, betterave, côtes de bettes..), et de plantes à vertu médicinale pour stimuler les défenses immunitaires (Moringa), tout en sensibilisant sur les questions de nutrition. La production de ces aliments va aider particulièrement les femmes très fragilisées (femmes enceintes et/ou séropositives).

Projet soutenu par la Fondation RAJA – Danièle Marcovici entre 2018 et 2019



Produire pour son territoire

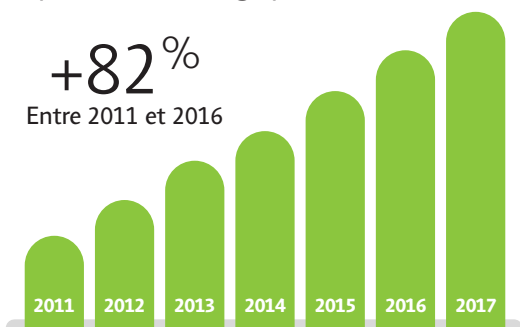
Lorsque les familles paysannes ont accès à des moyens suffisants, la production sert à la fois à l'autoconsommation et à la vente, permettant l'apport de revenus monétaires. La spécialisation de leur production dépend des possibilités d'écoulement des produits. Les marchés locaux permettent de diffuser les produits sur les territoires, avec une faible empreinte écologique comparativement aux produits importés d'autres pays, et contribuent à la stabilisation des prix en rendant disponibles les produits localement. Les fortes hausses des prix sur le marché international des céréales en 2011 ont provoqué les émeutes de la faim dans divers pays d'Afrique et ont rappelé les dangers de la dépendance aux importations. **Le développement de systèmes locaux de production et de vente à l'échelle des territoires constitue de plus en plus un facteur clé de souveraineté et de sécurité alimentaires des pays.**

Les femmes sont particulièrement actives à ce niveau, dans la production et la transformation de productions pour leurs communautés et leurs territoires, là-bas dans les pays du Sud, comme ici au Nord où elles sont très présentes sur les marchés et les boutiques de vente en direct de produits régionaux. Elles peuvent également se spécialiser dans les productions pour lesquelles elles arrivent à accéder à des marchés mieux rémunérés, parfois pour des produits exportés sur des filières de rentes (café, cacao etc..), ce qui traditionnellement était plutôt pris en charge par les hommes. Elles développent ces activités parfois avec leurs conjoints, parfois seules ou rassemblées en groupements pour mieux produire et vendre. Au-delà des retombées économiques, ces activités leur permettent également de sortir de chez elles, de recréer du lien social, ce qui est une opportunité essentielle d'ouverture et de contacts sociaux avec le territoire.

Les productions qui peuvent être identifiées à un territoire et/ou à une culture sont de plus en plus appréciées et valorisées par les consommateurs, notamment dans les zones urbaines et pour les catégories sociales plus aisées. Au Nord, des appellations d'origine et des labels se mettent en place pour garantir ces liens au territoire et mieux vendre ces produits. Au Sud, l'intérêt pour des produits sains, avec moins ou sans pesticides, est globalement en augmentation. Ici, au Nord on constate une hausse importante de la demande en produits biologiques suite à une forte prise de conscience des risques sanitaires des modes de production intensifs et industriels. Là-bas, au Sud, cette prise de conscience est en émergence.

Demande et consommation de produits biologiques en France

+82%
Entre 2011 et 2016



À partir de : Agence pour le Développement et la Promotion de l'Agriculture Biologique, Repères chiffrés 2017 du bio en France, 2017, p12.



RETOUR D'EXPÉRIENCE



L'action de Empow'her au Pérou

De 2015 à 2017, à Marachanca au Pérou, 30 agriculteurs dont 16 femmes ont développé avec l'appui de l'association **Empow'her** des pratiques d'agro-écologie pour leurs parcelles situées entre 4000 et 5000 mètres d'altitude dans la région agricole du Huarochiri. Les femmes, collectivement avec les hommes, ont développé des pratiques plus respectueuses de l'environnement comme la rotation de cultures, la suppression des engrais chimiques, le goutte à goutte et le bokashi. Ces productions agroécologiques sont destinées à la consommation et la vente pour le marché local. Le projet a contribué à la mise en place d'une première foire biologique et des contacts ont été noués avec un restaurant écologique, le Champal. Du fait de la qualité de leurs produits, les productrices ont pu fixer des prix environ 30% supérieurs au marché. Après la fin du projet, le restaurant Champal a continué à développer des contrats d'approvisionnement de légumes et souhaite les solliciter pour des organisations de ferias et pour attirer des touristes, ce qui permet de sécuriser leurs revenus.

Projet soutenu par la Fondation RAJA – Danièle Marcovici entre 2015 et 2017

Les stratégies de ventes directes et de transformation pour ce type de produits se développent en parallèle (marchés dédiés, plateformes de distribution producteurs-consommateurs, organisation de systèmes alimentaires locaux ...), ce qui permet une marge plus importante pour les producteurs ; et éventuellement de pallier les surcoûts d'une agriculture plus artisanale (travaux réalisés manuellement, moindres rendements ...).

Les défis liés à la transition agricole et alimentaire deviennent également particulièrement importants dans les villes. La demande urbaine croissante est porteuse de risques en termes de sécurité alimentaire mais également d'opportunités nouvelles en termes de production, de transformation et de vente. Étant donné la croissance urbaine attendue dans les prochaines décennies, l'alimentation des villes devient un enjeu critique à moyen terme, tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif. L'émergence de filières agro-alimentaires urbaines de petite échelle est déjà une réalité dans certaines villes. ■

En 2018
4,1 milliards
de personnes vivent
dans les villes

En 2050
ce nombre atteindra
6,6 milliards

55%

68%

Part de la population mondiale urbaine
Parmi ces 2,5 milliards
de nouveaux urbains 90%
se trouveront dans
des villes situées
en Afrique et en Asie

À partir de : United Nations, Department of Economic and Social Affairs, Population Division (2018). 2018 Revision of World Urbanization Prospects.



RETOUR
D'EXPÉRIENCE



L'action d'ESSOR au Mozambique

Dans la ville de Maputo au Mozambique, 300 agriculteurs dont 80% de femmes ont développé des activités d'agriculture urbaine et péri-urbaine de qualité avec la production de légumes et la transformation de ces productions. ESSOR et ses partenaires locaux ont appuyé la structuration de cette nouvelle filière d'agriculture urbaine écologique avec la mise en place d'un système de certification et le développement de réseaux de distribution : ventes ambulantes, marchés bio, associations de consommateurs type AMAP, contrats avec des structures privées. La forte présence féminine est un avantage car les femmes se sont montrées plus particulièrement sensibles aux questions d'impacts des produits chimiques sur la santé publique, et se sont engagées dans des pratiques agricoles durables.

Projet soutenu par la Fondation RAJA – Danièle Marcovici entre 2016 et 2018



RETOUR
D'EXPÉRIENCE



L'action de Food de Rue en France

A Paris, des femmes accompagnées par l'association Food de Rue développent des activités de transformation d'aliments et de préparation de repas pour répondre à des besoins urbains de restauration de rue, proche du lieu de travail et avec des produits responsables socialement et écologiquement. Ces femmes, qui sont sur des parcours d'accès à l'emploi, ont créé une cantine solidaire à bas prix dans un lieu social du quartier des Grands Voisins. Elles développent la vente de leurs produits dans une halle alimentaire dans le 14e arrondissement de Paris, halle qui propose des produits locaux et biologiques. Elles animent également des ateliers de cuisine pour partager des recettes.

Projet soutenu par la Fondation RAJA – Danièle Marcovici entre 2016 et 2018

Protéger l'environnement et lutter contre les changements climatiques

Lors de la conférence internationale sur le climat de 2017 (COP 23), les participants ont souligné **qu'il ne sera pas possible de mettre en place les Accords de Paris, signés en 2015, sans une vraie transition agricole et alimentaire** ; des propositions concrètes sont attendues d'ici 2020. Les modèles dominants agroindustriels et intensifs sont notamment remis en cause du fait des dommages pour la planète, en termes d'utilisation d'énergies fossiles, d'eau, d'émission de CO₂, mais également par leur dynamique de concentration des moyens et des lieux de production qui génère de la pauvreté.

Agro-écologie et agro-foresterie : des atouts dans la lutte contre les changements climatiques

L'agro-écologie est actuellement explorée comme une composante clé de la transition agricole et un moyen pour assurer la souveraineté alimentaire. Elle induit des pratiques plus économes en énergies fossiles, du fait de la non utilisation des intrants de synthèse, comme les engrais azotés (ou de la faible utilisation de ces intrants dans les systèmes en conversion). Elle permet aussi une meilleure protection de la couverture végétale et de la biodiversité des sols du fait d'un moindre travail des sols, voire des pratiques de zéro labour. L'agro-écologie suppose également la relocalisation de la production et de la vente des produits de l'agriculture et de l'élevage, et la réduction des transports et des importations provenant d'autres pays.

Les territoires forestiers sont également fortement concernés par la nécessité de trouver des voies alternatives d'exploitation. Dans les zones de déforestation importante, les enjeux peuvent être critiques du fait du rôle essentiel de la forêt – ainsi que des sols – dans l'absorption des émissions de CO₂. Lors de la COP13 en 2016, le besoin urgent d'agir pour la réduction des émissions liées à la déforestation a été souligné.

Or les communautés qui vivent à proximité ou dans les forêts ont la volonté de vivre de la forêt et d'en retirer des revenus ; d'où le besoin de déployer des initiatives intégrées, combinant par exemple reboisement avec des arbres fruitiers, agro-foresterie et agrotourisme pour diversifier les revenus et les sources d'alimentation, tout en mettant en place les conditions de pérennisation des activités (sécurisation des droits fonciers notamment).

EXTENSION DE L'AGRICULTURE INDUSTRIELLE INTENSIVE

AVANCÉE DE LA FRONTIÈRE AGRICOLE PAR LES PETITS PAYSANS QUI MANQUENT DE TERRE

EXPLOITATION LÉGALE ET ILLÉGALE DES RESSOURCES MINIÈRES ET ÉNERGIES FOSSILES

BESOINS EN BOIS (CUISINE, CHAUFFAGE, CONSTRUCTION...)

-13 À 15 MILLIONS D'HECTARES

PERTE NETTE DE 5 MILLIONS D'HECTARES PAR AN SOIT L'ÉQUIVALENT DE :



DÉFORESTATION

REFORESTATION

10 MILLIONS D'HECTARES



EFFORTS DE REFORESTATION DANS LE MONDE

Faire face à des aléas climatiques qui s'aggravent

Les changements climatiques affectent les communautés localement partout dans le monde, avec des crises plus fréquentes et plus fortes... Et ce sont souvent les femmes qui sont les plus vulnérables et potentiellement les plus impactées. En effet, **les impacts des changements climatiques touchent principalement les populations les plus précaires, or, les femmes représentent 70% des personnes vivant avec moins de 1 dollar par jour dans le monde.** Par ailleurs, les phénomènes de déforestation et de désertification contribuent à augmenter les charges de travail (collecte d'eau et de bois) des femmes rurales. La recherche, l'innovation et la diffusion de bonnes pratiques sont nécessaires pour adapter les pratiques et les modèles techniques de production et de transformation afin de permettre l'émergence d'une agriculture adaptée face aux changements climatiques, une agriculture climato-compatible. Anticiper les changements et s'adapter deviennent une nécessité avec des solutions qui doivent pouvoir être accessibles tant techniquement qu'économiquement, étant donné que ce sont les pays et les populations déjà les plus vulnérables qui sont susceptibles d'être les plus affectés.

Pour relever les défis de l'adaptation aux changements climatiques et du changement de modèle agricole, les femmes sont de plus en plus identifiées comme des actrices clés.

La conservation et la sélection de semences adaptées aux nouveaux contextes climatiques sont des actions particulièrement importantes dans cette perspective ; or les femmes sont, dans de nombreuses régions du monde, des gardiennes de savoirs en lien avec leurs activités vivrières, et aussi des gardiennes des semences.

Dans de nombreux cas, les familles testent et utilisent une gamme de variétés qu'elles sélectionnent depuis des générations pour leur qualité d'adaptation au contexte, de résistance à la sécheresse, au vent, pour leurs goûts... Il est important de garder cette richesse – tant sur le plan de la biodiversité que dans le domaine culturel – et ne pas homogénéiser avec des semences « améliorées » qui peuvent être très productives et résistantes mais moins nutritives, de moindre saveur et nécessitent un suivi strict et souvent l'emploi de pesticides pour contrôler les ravageurs. Aux dimensions climatiques et culturelles, s'ajoute une dimension économique : dans certains cas, les semences commercialisées sont brevetées avec des contraintes de réutilisation qui obligent les producteurs à les racheter chaque année. La conservation des semences et l'élaboration de banques de semences est un élément important en termes de souveraineté alimentaire et de résilience.

Une modification des modèles et pratiques agricoles peut par ailleurs jouer un rôle pour lutter contre la désertification. La tendance à la désertification (équivalente à une extension du désert de 38 m² par seconde¹) peut en effet localement être accentuée par la perte de fertilité du sol, suite à l'exploitation intensive des terres en agriculture conventionnelle, ce qui est déjà une réalité dans certaines zones d'Afrique.

Lutter contre l'extension du désert est nécessaire pour que les populations, qui vivent aujourd'hui dans ces zones menacées, ne soient pas obligées de quitter leurs terres et de devenir des migrants climatiques. Diverses initiatives existent pour limiter ces avancées et freiner la désertification : replanter des arbres et retravailler la terre pour restaurer sa fertilité. ■

¹ Site Planetoscope (données en temps réel sur l'avancée de la désertification)



Une sensibilité féminine plus tournée vers la protection de la nature ?

C'est une position portée par l'éco-féminisme, un mouvement politique né en 1980 aux États-Unis qui établit un lien entre la destruction de la nature et les différentes formes d'oppression des femmes dans un système global capitaliste et patriarcal. Vandana Shiva, Prix Nobel Alternatif² en 1993, en est une figure avec notamment sa lutte pour préserver les semences et la souveraineté alimentaire, comme acte de résistance au capitalisme patriarcal, acte d'émancipation et pour une autre relation à la terre nourricière. En 2011 Alicia Puléo a publié l'ouvrage « Ecoféminisme pour un autre monde » qui tente de dépasser la vision essentialiste de l'écoféminisme selon laquelle la femme aurait un lien particulier avec la nature lié à sa capacité de donner la vie. Comme dans tout mouvement, les idées développées restent ouvertes au débat...

² Prix créé en 1980 et qui récompense des lauréat.e.s proposant des solutions pour répondre aux défis mondiaux tels que la protection de l'environnement, les droits humains, le développement durable...



RETOUR D'EXPÉRIENCE



L'action de SOL en Inde

Le projet Graines de l'espoir initié en 2011 par l'association SOL et son partenaire local, l'ONG Navdanya (fondée par Vandana Shiva) a connu de belles avancées avec notamment la structuration d'un réseau de gardiennes et de banques de semences. Une nouvelle phase a débuté en 2015 (Graines de l'espoir 2) qui vise plus spécifiquement à identifier les semences résistantes aux changements climatiques pour la zone du projet, développer un plan durable de sécurité écologique et économique, conserver la biodiversité et renforcer les capacités des communautés par la sensibilisation et la diffusion d'informations sur les changements climatiques et l'agriculture biologique. Parallèlement, SOL appuie l'initiative « Biofermes Inde » qui s'inscrit dans le cadre d'un projet multi-pays « Biofermes Internationales », et se déroule simultanément en Inde, au Sénégal et en France, avec l'objectif de favoriser les échanges et savoir-faire agroécologiques entre ces trois pays, dans un contexte de changements climatiques.

Projet soutenu par la Fondation RAJA – Danièle Marcovici entre 2015 et 2018



RETOUR D'EXPÉRIENCE



L'action de Women's Worldwide Web en Tunisie

Dans le village de Bir Salah, dans la région de Sfax en Tunisie, pour lutter contre le phénomène de désertification et de changements climatiques, une vingtaine de femmes accompagnées par l'association Women's WorldWide Web et son partenaire Dream in Tunisia, ont planté en 2017, 16 275 arbres (amandier, olivier, citronnier, pistachier, figuier, oranger et grenadier) et 20 000 plantes de moringa et acacias en pépinière, tout en développant des activités génératrices de revenus avec les arbres fruitiers et le moringa.

Le projet a travaillé au développement du mouvement #1MillionTrees 4 Tunisia, qui a pour but de sensibiliser l'opinion à travers toute la Tunisie à l'importance de l'agriculture durable et d'encourager la plantation d'arbres pour lutter contre la désertification. Une application pour les téléphones portables est en cours de finalisation pour géo-localiser les arbres plantés et évaluer l'impact de ces plantations. Elle est officiellement lancée à l'occasion de la Journée Nationale de l'Arbre en novembre 2018, avec le soutien du Ministre tunisien de l'agriculture.

Projet soutenu par la Fondation RAJA – Danièle Marcovici entre 2016 et 2018



RETOUR D'EXPÉRIENCE



L'action de Migrations & Développement au Maroc

Dans deux villages de la région Souss–Massa au Sud Maroc, 60 femmes développent des pratiques d'agro-écologie et produisent des semences biologiques avec l'appui de l'association Migrations & Développement. Des banques de semences équipées et fonctionnelles ont été mises en place pour conserver 27 espèces et 54 variétés de plantes maraîchères, aromatiques et médicinales. Cette dynamique portée par les femmes a rencontré une mobilisation positive des hommes, qui ont cédé aux femmes des parcelles pour la production de semences.

Projet soutenu par la Fondation RAJA – Danièle Marcovici entre 2016 et 2019



RETOUR D'EXPÉRIENCE



L'action d'Envol Vert en Colombie

En Colombie, sur la côte Caraïbes, au cœur d'une zone de forêt tropicale sèche très abimée et qui abrite les dernières populations de singe Tamarin Titi à tête blanche, 14 agriculteurs et une vingtaine de femmes travaillent avec l'association **Envol Vert** depuis 2014 pour développer un système agroforestier intégrant le Noyer Maya (arbre natif de la zone en voie de disparition et dont les noix sont comestibles) et la petite agriculture locale. 1080 arbres ont été plantés dont 50% de Noyer Maya, 30 à 40% d'arbres fruitiers, et 10 à 20% d'arbres de bois d'œuvre. En 2016 la coopérative ASOCALIM a été créée pour développer la transformation et la vente de confitures traditionnelles et naturelles, la vente de produits issus du Noyer Maya, la vente de terre fertilisée et la vente de plantons. En 2017, une offre d'agrotourisme s'est ajoutée et un partenariat avec l'agence Terra Colombia a permis de recevoir les premiers touristes, une activité très appréciée de la communauté.

Une dynamique semblable est lancée dans la Sierra Nevada, à Santa Rita, toujours autour du Noyer Maya mais aussi avec des activités de transformation de l'huile de Coco. L'enjeu de l'implication des femmes reste fort, notamment des plus jeunes, qui sont peu motivées par les activités agricoles mais sont néanmoins demandeuses de nouveaux apprentissages et d'innovation.

Projet soutenu par la Fondation RAJA – Danièle Marcovici entre 2018 et 2019

Pistes d'actions

pour promouvoir l'émancipation et l'autonomisation des femmes

De manière générale, les femmes, ici comme là-bas, sont contraintes par les stéréotypes définissant leur rôle dans la société, ce qui impacte également les conditions de leur implication dans la transition agricole et alimentaire. Elles tendent à manquer de confiance en elles, notamment dans leurs capacités à entreprendre, et plus largement, à faire évoluer ces représentations. Leurs besoins d'appui et d'accompagnement pour le développement de leurs activités sont différents de ceux des hommes et c'est souvent par la structuration d'organisations de femmes et/ou le soutien d'organismes externes (ONG notamment) qu'elles peuvent mieux exprimer leurs besoins et développer des services collectifs pour y répondre.

Le manque de visibilité et de reconnaissance du rôle économique et social des femmes est fréquent (là-bas en Afrique, Amérique du Sud, Asie, comme ici en France et en Europe...) y compris sur les activités agricoles. Le fait de porter une initiative qui réussit, de générer des revenus – économiques ou alimentaires – pour la famille, contribue à changer les perceptions de la part de l'entourage familial et social. Ces évolutions permettent de retrouver ou d'acquérir de nouveaux droits (droits fonciers notamment) et d'améliorer l'accès à la formation, aux financements, aux services, ainsi qu'au contrôle de l'usage des ressources.

Le développement de nouvelles activités économiques et sociales amène à rediscuter les rôles et collaborations au sein de la famille, au sein des communautés et de la société. Mais certains changements structurels et progressifs peuvent être nécessaires, par exemple sur la question de la reconnaissance et redistribution du travail domestique non rémunéré des femmes – incluant les activités de production agricole à visée d'autoconsommation. Par ailleurs, l'implication des femmes dans la gouvernance des organisations professionnelles du secteur mais également dans les instances politiques et lieux de décision reste un enjeu majeur pour assurer l'égalité réelle des droits entre les femmes et les hommes dans ce domaine – comme dans d'autres.

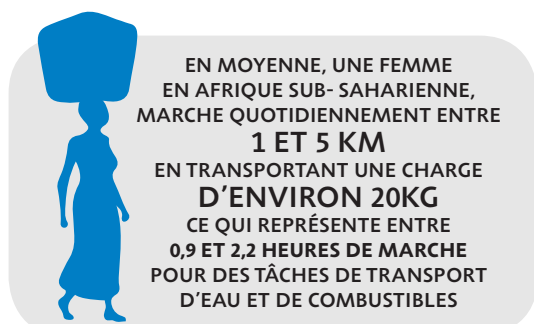


Reconnaître les besoins spécifiques des femmes

Très souvent, les mesures pour appuyer les familles de producteurs adoptent une approche globale qui ne distingue pas vraiment les différences de situation des hommes et des femmes sur une même ferme ni leurs besoins distincts. Et pourtant, les femmes ont des besoins spécifiques qu'elles doivent pouvoir mieux exprimer, mieux partager et qu'il faut prendre en compte dans la mise en place des solutions.

Accéder aux ressources productives, notamment la terre, et aux services d'appui technique, de financement etc. est évidemment un besoin commun aux hommes et aux femmes, mais **des ajustements peuvent être nécessaires**. Il peut y avoir par exemple le besoin d'adapter les outils pour que la force physique ne soit pas un critère indispensable à leur utilisation, ou de créer de nouveaux outils ou services pour faciliter le travail agricole des femmes. Pour renforcer leurs connaissances, les femmes sont demandeuses d'échanges et de conseils entre pairs, plus que de formations classiques.

Au niveau plus global, **comme les femmes sont souvent responsables des tâches familiales, leur disponibilité en temps est réduite** : dans les pays du Sud elles doivent passer du temps à se procurer l'eau, le bois de cuisine et soigner les enfants. Au Nord, dans les zones rurales, le manque de services de gardes d'enfants ou d'activités extra scolaires est aussi une contrainte pour développer les activités économiques. **Les femmes ont besoin, ici comme là-bas, de services pour alléger leurs tâches domestiques.**



À partir de : Blackden, C.Mark et Quentin Wodon, « Gender, Time use and Poverty in Sub-Saharan Africa », Washington DC, World Bank, 2006.

Libérer du temps aux femmes est une condition très souvent indispensable pour qu'elles puissent développer des activités économiques. Comme le souligne de plus en plus les organisations internationales dans leurs travaux de recherche sur l'emploi et l'activité économique des femmes, il est important de mieux reconnaître et alléger ces travaux, et peu à peu de les redistribuer. Ceci suppose de faire évoluer les mentalités dans le contexte local, familial mais aussi de développer des services adaptés. En milieu rural notamment, le développement de ces services peut devenir une source d'emplois pour les jeunes du territoire et participer ainsi à freiner les migrations vers les villes.

La prise en compte des besoins spécifiques des femmes nécessite des cadres de questionnement et d'analyse adaptés qui adoptent **une approche holistique, globale, intégrant l'ensemble des problématiques et des risques possibles**, y compris les conséquences négatives des projets eux-mêmes. ■

Un outil d'analyse dédié à l'égalité femmes-hommes en milieu rural

Cet outil, réalisé par la FAO (GRAST, 2018) propose une grille d'analyse des services de conseil en milieu rural relatif à l'égalité femmes-hommes dans le but d'améliorer la sensibilité des services de conseil rural à l'égard des questions de l'égalité femmes-hommes.

1

Les femmes sont-elles incluses comme clientes légitimes des programmes des services de conseil rural ?

2

Comment les contraintes des femmes en termes de temps de mobilité sont-elles prises en compte ?

3

Comment les contraintes en matière d'alphabétisation et d'éducation sont-elles prises en compte ?

4

Le programme facilite-t-il la capacité des femmes à représenter leurs intérêts et à exprimer leurs besoins ?

5

Les programmes de services de conseil rural sont-ils conçus et appliqués de façon à permettre aux femmes rurales d'y participer effectivement et d'en tirer profit ?

6

La culture organisationnelle permet-elle aux femmes de devenir des agents et des dirigeantes des services de conseil rural et de véritablement remplir ce rôle ?

7

Existe-t-il des mécanismes institutionnels qui garantissent que les services de conseil visant à l'égalité hommes-femmes sont vraiment dispensés et qui obligent le personnel à respecter ses obligations ?



RETOUR D'EXPÉRIENCE



L'action de l'ADEAR Mayenne en France

En 2016, l'ADEAR Mayenne a initié un travail d'animation en Sarthe, Mayenne et Vendée avec les Coopératives d'Installation en Agriculture Paysanne de ces 3 départements, pour soutenir et autonomiser les femmes dans leur projet en agriculture paysanne respectueuse de l'environnement, améliorer la répartition des tâches et des prises de décisions femmes/hommes au sein des fermes et valoriser le travail des agricultrices auprès de la profession agricole et du grand public.

Des temps de rencontres ont été organisés entre porteuses de projet et pour échanger sur des besoins spécifiques des femmes agricultrices et les solutions possibles. Les hommes ont été invités à ces rencontres pour qu'ils se rendent compte des difficultés qui existent. Le besoin est apparu de réfléchir à la création de nouveaux outils de machinisme agricole plus adaptés à la morphologie et force physique différentes des femmes.

Des expérimentations ont été menées par la suite en 2018 avec « L'atelier Paysan » pour tester de nouvelles machines et solutions. Beaucoup d'échanges ont eu lieu sur : « comment conjuguer vie professionnelle et vie privée ». 74 femmes qui souhaitaient devenir agricultrices ont été accompagnées afin de prendre en compte leur situation de femme dans leur projet de vie ; 29 d'entre elles s'installant en couple ou avec des associés ont eu un suivi spécifique par l'ADEAR pour discuter de la répartition des missions et rôles entre hommes et femmes sur la ferme.

Projet soutenu par la Fondation RAJA – Danièle Marcovici entre 2016 et 2017



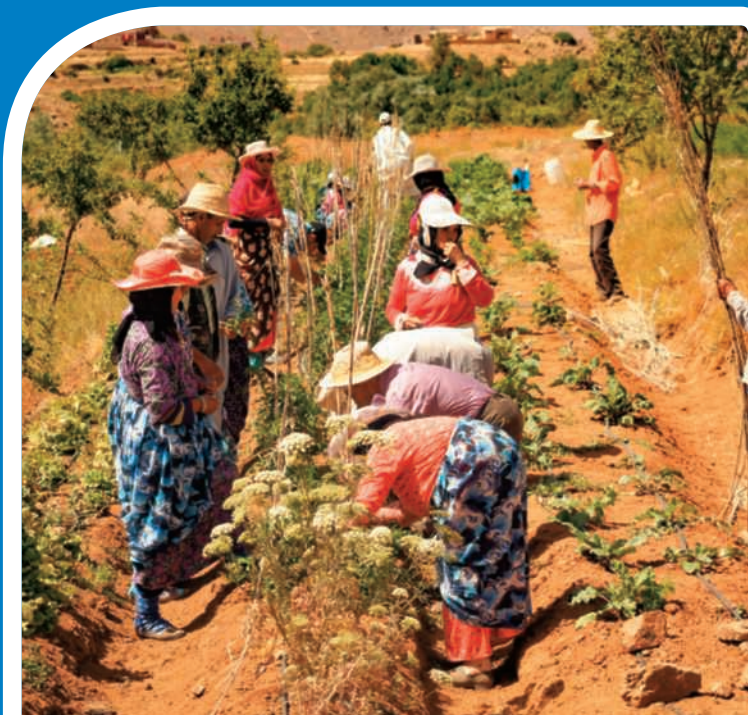
RETOUR D'EXPÉRIENCE



L'action de Migrations & Développement au Maroc

Migrations & Développement s'interroge depuis longtemps sur les stratégies à mener pour réduire les inégalités femmes-hommes dans des contextes très patriarcaux dans lesquels l'association intervient au Maroc, où il n'est pas possible d'affronter brutalement cette question. L'association a organisé des formations de son équipe et mobilisé des experts genre (égalité femmes-hommes) sur des évaluations de ses programmes. Les réflexions commencent à irriguer tous ses projets et axes de travail. Dans l'anti-Atlas Marocain, le développement des activités génératrices de revenus avec la production agroécologique et les banques de semences ont eu des effets positifs sur la confiance en elles des femmes et sur leur participation aux prises de décision : les réunions sur l'avancement et les perspectives des actions en agro-écologie se font en concertation entre hommes et femmes dans les deux villages d'intervention. Les femmes sont davantage impliquées dans les processus agricoles, de manière visible: elles sont membres des coopératives agricoles créées, et pour la première fois dans la zone, une coopérative mixte axée sur la production agroécologique, a vu le jour.

Projet soutenu par la Fondation RAJA – Danièle Marcovici entre 2016 et 2019



Faciliter et sécuriser l'accès aux ressources et aux services

Dans de nombreux contextes, ici comme là-bas, les femmes ont des contraintes plus fortes que les hommes pour développer leurs activités. **Le manque de reconnaissance de leurs capacités – et le manque de garanties – limite leur accès aux ressources productives, aux services techniques et économiques, aux informations.**

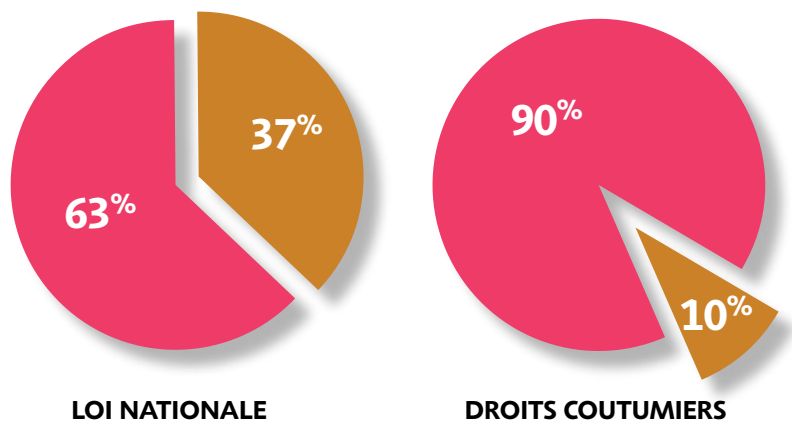
Elles ont notamment un accès au foncier limité : seulement 20% des terres agricoles sont en leur nom au niveau mondial, et des coutumes sociales dans divers pays les excluent. Les titres de terre sont le plus souvent au nom de leurs époux, et les droits d'héritage sur les terres des parents peuvent être réservés à leurs frères ou répartis de manière inégale entre héritiers femmes et hommes. En France, accéder au foncier reste aussi une difficulté pour les femmes, qui doivent faire plus d'efforts pour faire reconnaître leur capacité à mener leurs projets d'installation, notamment pour les filières qui sont encore très masculines.

L'accès au foncier nécessite d'être facilité et sécurisé sur le long terme. Il s'agit notamment de formaliser cet accès par des actes officiels et/ou des accords sociaux reconnus et durables - par exemple, des engagements oraux pris par des chefs coutumiers. Les organisations de femmes ont un rôle à jouer pour réclamer et sécuriser l'accès des femmes à la terre, en lien avec les acteurs institutionnels et coutumiers des territoires.

Pour améliorer les appuis aux femmes, les programmes de développement doivent aussi renforcer des offres de services adaptés en tenant compte des contraintes spécifiques que rencontrent les femmes. Il est important de repérer les facteurs qui peuvent être excluants. Les horaires et lieux de réunions ou de formation peuvent être par exemple des points sensibles. Les opérateurs de services doivent pouvoir repérer, comprendre et dépasser ces contraintes pour des offres mieux adaptées, prenant en compte notamment les modèles de production et de revenus spécifiques des activités concernées.

En termes de services, **un défi clé est celui de l'accès aux financements** : très limité pour les femmes car n'ayant pas assez de garanties à présenter - notamment pas de titres fonciers - dans de nombreux contextes des pays d'Afrique, Asie et Amérique Latine. Elles arrivent à obtenir parfois des petits crédits via des réseaux de financements alternatifs (type micro-finance), mais elles ont peu accès à des capitaux plus

L'inégalité des droits d'héritages dans 30 pays aux revenus faibles et intermédiaires



- Pas de droits à la terre constitutionnels égaux pour les femmes
- Droits à la terre constitutionnels égaux pour les femmes

À partir de : Women gender constituency, Women in Europe for a Common Future, Rapport « Solutions genre et climat », 2017.

conséquents, notamment pour les investissements. Le financement des activités des femmes reste trop souvent limité à des micro-crédits et elles ont peu accès aux crédits à long terme.

Améliorer l'accès à l'information et aux formations est également un facteur clé d'émancipation. Dans un contexte de transition agricole et afin de mieux comprendre leur environnement global, d'anticiper les conséquences des changements climatiques, de développer des actions innovantes... le besoin de s'informer et de se former est crucial pour toutes et tous. Dans les pays du Sud, l'illettrisme touche encore 20% des femmes. Parmi les personnes adultes illettrées dans le monde, 2 sur 3 sont des femmes, ce qui contraint fortement l'accès à l'information. En France aussi, des besoins existent, tels que : formations théoriques et pratiques avec des mises en situation réelle et des accompagnements, formations sur les normes d'hygiène et sécurité pour la transformation et la commercialisation de produits qui répondent aux demandes des consommateurs en qualité et sécurité...

Enfin, la sécurisation de l'accès aux ressources inclut le fait de prévenir que des activités initialement exercées par les femmes soient transférées aux hommes et qu'elles soient en conséquence privées des revenus correspondants. Cette évolution est parfois constatée sur le terrain lorsqu'une activité se professionnalise et génère plus de revenus. ■



RETOUR D'EXPÉRIENCE



L'action de l'Institut de Coopération pour le Développement en Afrique au Sénégal

Le projet de l'Institut de Coopération pour le Développement en Afrique au Sénégal dans 3 communes du Delta du Saloum, développe une approche filière combinant un ensemble d'activités complémentaires pour accompagner les femmes à développer leur activité de récolte de coquillages et préservation de la mangrove :

- amélioration de leurs conditions de travail grâce à une dotation en nouveaux équipements (charrettes et pirogues pour leur transport, gilets de sauvetage et téléphones pour leur sécurité)
- cours de natation et de secourisme avec l'ONG Voile Sans Frontières
- appui à la création d'une garderie d'enfants sur l'île de Falia gérée par une puéricultrice et qui sera autonome financièrement d'ici 2 ans grâce aux contributions des mères
- formation aux techniques de transformation des produits halieutiques, les coquillages séchés étant la base de l'alimentation de la zone, et formation à la gestion et structuration des coopératives
- mise en place d'une coopérative, rassemblant les 9 GIE, afin de mutualiser les achats (matériel) et les ventes de la production des femmes et création de 3 kiosques de ventes gérés par les femmes

Projet soutenu par la Fondation RAJA – Danièle Marcovici entre 2015 et 2018



RETOUR D'EXPÉRIENCE



L'action du Groupe de Recherche et d'Echanges Technologiques (GRETE) au Sénégal

L'élevage est une activité importante pour de nombreuses familles du département de Dagana, Sénégal où 55% des ménages sont touchés par l'insécurité alimentaire. Depuis plusieurs années, le GRETE (Groupe de Recherche et d'Echanges Technologiques) accompagne 500 exploitations familiales dans le développement de la production laitière majoritairement assurée par les femmes notamment dans la zone sèche du jéri. Afin de répondre au souhait des femmes d'augmenter et de diversifier leurs revenus via le développement d'initiatives économiques (maraîchage, aviculture, transformation des céréales, transformation laitière auprès de minilaiteries,...), le GRETE a favorisé la mise en place un système d'épargne et de crédit à l'échelle villageoise, l'accès à l'alphabétisation et l'appui au développement des activités économiques. Ces appuis favorisent leur autonomie, leur permettent de renforcer la résilience des ménages et leur rôle économique dans leur communauté.

Projet soutenu par la Fondation RAJA – Danièle Marcovici entre 2018 et 2019



RETOUR D'EXPÉRIENCE



L'action d'Élevages sans frontières au Sénégal

Au Sénégal, les femmes appuyées par Elevages Sans Frontières sont devenues propriétaires des terrains de maraîchage, grâce à une délibération du Conseil Rural qui leur a octroyé ce droit. Le projet a dépassé les objectifs initiaux déjà ambitieux d'obtenir un droit d'usufruit... Le projet leur a donc donné l'opportunité de contribuer économiquement à leur vie de famille mais aussi de gagner en reconnaissance sociale et récupérer des droits : droit de propriété, droit de pratiquer l'élevage. L'élevage ovin est socialement et symboliquement très important dans la région car il contribue à fournir la viande nécessaire au repas des fêtes et cérémonies religieuses. Les femmes qui fourniront demain les bœufs pour ces cérémonies seront d'autant plus reconnues et respectées.

Projet soutenu par la Fondation RAJA – Danièle Marcovici entre 2016 et 2019



RETOUR D'EXPÉRIENCE



L'action de Terre & Humanisme au Togo

L'AREJ et Terre & Humanisme au Nord Togo ont formé 20 jeunes femmes pour les préparer à mettre en place des fermes agroécologiques : cette formation a duré 6 mois avec 12 sessions en immersion (théorie, pratique et animation). Ces jeunes femmes ont été baignées dans l'agro-écologie et ont pu pratiquer et constater le résultat de ces pratiques, avec leurs contraintes entre autre en main d'œuvre, et leurs avantages en qualité et quantité des productions. Elles ont pu mettre en pratique la production de semences paysannes ce qui leur permet de gagner en autonomie et valoriser des semences locales plus adaptées aux conditions de production. L'immersion a aussi contribué à la cohésion sociale du groupe de femmes apportant une ouverture et une richesse indéniable.

Le projet a facilité par la suite leur installation grâce à des dotations en animaux et l'appui à la construction de bâtiments d'élevage. 5 visites individuelles de suivi ont eu lieu après l'installation des bergeries et parcelles de maraîchage. L'investissement de ces personnes choisies par leur communauté a été important : ces 20 femmes deviennent maintenant des animatrices dans leur famille, dans leurs villages et sont en charge d'accompagner les 7 groupements dans leur transition agroécologique. Dorénavant, les conditions sont réunies pour que les 20 jeunes formées restent dans leurs villages. Elles peuvent maintenant envisager plus sereinement le métier d'agricultrice qu'elles ont choisi par motivation (critère de sélection), avec des capacités d'autonomie alimentaire et des revenus décents dans le contexte local, qui pourront se développer au fil du temps.

Projet soutenu par la Fondation RAJA – Danièle Marcovici entre 2016 et 2018

Faire entendre la voix des femmes

Au-delà des soutiens techniques et financiers, les femmes ont besoin d'être accompagnées pour se faire entendre, que ce soit au niveau local, national, international. La participation à des groupements, la représentation dans les instances de gouvernance, la mise en réseau à différentes échelles sont autant d'outils qui permettent de porter la parole des femmes.

A l'échelle locale

La participation et l'implication des femmes dans des groupements est un facteur clé pour le développement de leurs activités et pour le renforcement de leur autonomie, économique mais aussi sociale. Ce sont en effet des supports pour développer leurs activités de production, de transformation et de vente, mais aussi, à un niveau plus personnel, pour un renforcement de leurs capacités et de leur pouvoir d'agir. Dans ces groupements, les femmes acquièrent de nouvelles connaissances et savoir-faire et elles apprennent également à exercer des responsabilités, à parler en public, à échanger sur leurs visions du territoire et sur ses enjeux etc... ce qui est nouveau pour elles dans un certain nombre de pays et de contextes. Exercer des responsabilités dans un cadre professionnel est souvent un défi pour les femmes, là-bas comme ici. Ces groupements sont parfois mixtes, les femmes doivent alors se faire une place et gagner en reconnaissance, ou parfois uniquement féminins, notamment dans les pays du Sud, ce qui leur permet d'avoir une plus grande liberté d'actions et de paroles.

Dans les organisations professionnelles

Une meilleure participation dans les systèmes de gouvernance des organisations professionnelles paysannes est également un facteur clé pour la prise en compte de la voix des femmes, qui occupent rarement les postes clés. Ici comme là-bas, elles revendiquent peu les principales fonctions – manque de confiance, de disponibilité pour assumer à la fois les contraintes professionnelles et familiales... Dans les pays du Sud, l'illettrisme et les limites liées à la multiplicité des langages sont aussi des freins à dépasser pour que les femmes puissent être mieux représentées dans les organisations. Pour faciliter leur implication dans ces structures, le travail de sensibilisation et d'accompagnement doit cibler les femmes et les hommes, pour que la participation des femmes soit mieux acceptée, et qu'une mixité s'impose dans la gouvernance des organisations.

Dans les processus de plaidoyer

En développant leurs activités et grâce à leurs organisations, les femmes sont amenées peu à peu à mieux prendre conscience de l'importance de faire entendre leurs voix et défendre leur projet de société à tous les niveaux. Certaines d'entre elles renforcent leur présence par la mise en réseaux de leurs organisations pour défendre une transition agricole vers l'agro-écologie, la souveraineté alimentaire et le développement des territoires, devenus plus résilients et créateurs d'emplois et d'activités locales. **En faisant entendre leurs voix par le biais de leurs organisations et de leurs réseaux locaux, nationaux et internationaux**, les femmes défendent leurs propositions pour une transition agricole qui réponde aux enjeux des changements climatiques. Elles affirment aussi de nouvelles formes de féminisme. ■





Les femmes rurales doivent être appuyées par des politiques publiques !

La plateforme d'incidence politique des femmes rurales de Colombie a été créée il y a 4 ans à partir de l'union de 840 organisations de femmes qui luttent pour rendre visibles leurs besoins d'appui. Cette plateforme a convoqué le 11 avril 2018 à Bogota les candidats à la présidence de Colombie à un débat pour connaître leurs propositions pour lutter contre les inégalités femmes-hommes dans le monde rural... Matilde Mora de la ville de Sumapaz témoigne : « Nous nous sommes rendues compte qu'il y avait en Colombie beaucoup de rencontres d'organisations de femmes, mais que nous, les femmes rurales, nous restions invisibles, ainsi que nos préoccupations.

Or, nous subissons de façon différente et souvent plus forte la violence, la pauvreté, l'accès réduit aux services publics, aux routes, à l'éducation. Tout est plus compliqué parce que nous sommes des femmes rurales, et que les décisions viennent de la capitale. Nous nous sommes rendues compte qu'il fallait travailler à l'élaboration d'une proposition de politiques publiques et nous positionner dans le mouvement social agraire. Les femmes rurales doivent être prises en compte dans les politiques publiques pour arriver à éliminer les inégalités sociales et les inégalités femmes-hommes. »

Extrait d'El espectador, 8 mars 2018

Carolina Ávila Cortés, « Una plataforma para que las mujeres rurales tengan resonancia política », El Espectador, 8/03/2018.



Avec le féminisme et la souveraineté alimentaire, nous construisons le mouvement pour changer le monde : extraits de la déclaration de la 7^{ème} Conférence internationale de La Via Campesina 25 juillet 2017- Pays Basque

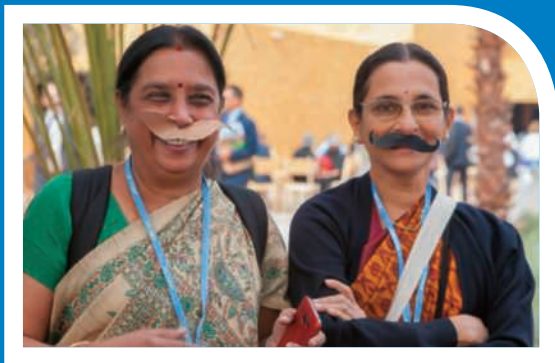
« Nous, femmes venant de plus de 70 pays, représentantes de nos mouvements, (...) Nous sommes des femmes rurales et nous en représentons la diversité : femmes autochtones, paysannes, salariées rurales, pêcheuses, bergères, artisanes, jeunes, migrantes et cueilleuses. Par notre travail de production et notre travail politique, nous contribuons quotidiennement aux luttes rurales et au mouvement international de La Via Campesina, depuis la perspective du féminisme et de la souveraineté alimentaire (...). Nous avons ratifié le manifeste des femmes rurales, élaboré par la IV^e Assemblée des femmes en 2013. Ce manifeste guide nos actions et constitue une proposition de changement qui s'adresse à l'ensemble de la société. (...)

Nous réaffirmons notre engagement à résister sur le terrain, à participer pleinement au sein des organisations, à combattre la violence faite aux femmes jusqu'à son éradication totale, à condamner les guerres et à contribuer à construire la paix grâce à la justice sociale, à défendre notre Terre-Mère et à lutter pour redonner à toute l'humanité la possibilité de bien vivre. (...)

Nous continuerons d'œuvrer et de lutter pour que nos

propres organisations soient pionnières en ce qui concerne les changements nécessaires pour garantir la pleine participation politique des femmes, notamment au niveau de la prise de décisions, de l'élaboration de stratégies et des responsabilités de nos représentant(e)s. Nous continuerons d'exiger que notre travail de production soit reconnu et que notre travail de mères et d'aidantes soit valorisé, partagé et pris en charge collectivement. Il s'agit d'une condition indispensable à notre pleine participation. (...)

Le féminisme que nous proposons reconnaît notre diversité culturelle et les conditions très différentes auxquelles nous faisons face à chaque endroit, dans chaque région et chaque pays. Nous le construisons à partir des combats quotidiens menés par les femmes de toute la planète : les luttes pour notre autonomie, la transformation de la société, la défense et la protection de l'agriculture paysanne, et la souveraineté alimentaire. De nouveaux hommes et de nouvelles femmes en émergeront, ainsi que de nouvelles relations hommes-femmes fondées sur l'égalité, le respect, la coopération et la reconnaissance mutuelle.



RETOUR D'EXPÉRIENCE



L'action de Women in Europe for a Common Future

Dans le cadre de ses activités de plaidoyer, Women in Europe for a Common Future (WECF) porte les priorités des femmes dans les processus politiques aux échelles nationale et internationale. Les objectifs principaux de l'action menée depuis 2015 sont la valorisation des solutions portées par des femmes et répondant aux problèmes posés par les changements climatiques, le renforcement de la présence des femmes et le soutien de leurs capacités à porter des actions de plaidoyer dans un cadre onusien, et l'accompagnement des organisations de femmes dans le déploiement de projets existants. Le WECF a ainsi permis aux femmes lauréates des Gender Climate Awards de participer aux sessions de négociations internationales sur le climat et a contribué à l'adoption du plan Genre et Climat qui s'inscrit dans le cadre de la mise en oeuvre de l'accord de Paris. L'association est par ailleurs, avec l'association 4D, le partenaire français du projet européen « Construire une Europe durable pour toutes » qui a pour mission de promouvoir les ODD au sein de la société et de valoriser les actions contribuant à leur mise en oeuvre. Dans le cadre de ce projet - financé par le programme Éducation et Sensibilisation au Développement de la Commission européenne, trois campagnes thématiques de sensibilisation et d'actions à l'échelle des territoires seront mises en place dans tous les pays européens : « l'agriculture et l'alimentation saines » (ODD2) sera le thème de la prochaine campagne (2019), puis « la production et la consommation durables » (ODD12) en 2020, avec une attention spécifique sur les questions de genre (égalité femmes-hommes).

En France, l'approche choisie consiste tout d'abord à s'appuyer sur des acteurs de terrain pour identifier et valoriser les actions déjà engagées dans la mise en oeuvre des ODD. Pour la prochaine campagne, WECF valorisera son expérience avec les femmes agricultrices de Haute-Savoie, Savoie et Ain avec des parcours de vie et d'engagement social et environnemental particulièrement inspirants. Des actions de mise en réseau, de plaidoyer et d'animation seront par ailleurs mises en oeuvre au niveau national, européen et international, avec les partenaires européens et un appel à projet sera lancé en 2019 sur l'agriculture et l'alimentation saines.

Projet soutenu par la Fondation RAJA – Danièle Marcovici entre 2015 et 2018



RETOUR D'EXPÉRIENCE



L'action de Projeter Sans Frontières en Colombie

Dans le projet appuyé par Projeter Sans Frontières en zone urbaine de Bogota, Colombie, et en lien avec le réseau « Semons la Confiance », un groupement d'achat a été créé pour les semences, les plants, le compost, le matériel agricole ou encore les fournitures pour la récolte et la post-récolte, pour que toutes les productrices puissent accéder à des meilleurs prix tout en limitant leurs dépenses de transport. L'appartenance à ce groupement d'achat, et plus largement au réseau Semons la Confiance, permet d'intégrer les productrices au sein d'un large réseau solidaire d'agriculture urbaine qui les aide à commercialiser (paniers hebdomadaires à domicile) et les appuie pour développer une marque avec la création de logos et d'étiquettes pour mieux promouvoir leurs produits et être reconnues.

Projet soutenu par la Fondation RAJA – Danièle Marcovici entre 2017 et 2018



RETOUR D'EXPÉRIENCE



L'action de l'Institut de

Coopération pour le Développement en Afrique au Sénégal

Au Sénégal, dans les communes rurales de Kartiack, Thionck-Essyl et Bassire du département de Bignona en Casamance, l'Institut de Coopération pour le Développement en Afrique et son partenaire local AGADA ont appuyé trois groupements féminins (Groupement d'Intérêt Economique, GIE) dans la création d'activités génératrices de revenus, dans les domaines du maraîchage, du petit élevage biologique de poulets et de la transformation de fruits et légumes. Une véritable dynamique de groupe s'est créée avec des liens forts caractérisés par une solidarité au sein de chaque groupement et entre les différents groupements villageois. Grâce à leurs GIE, les femmes ont développé leurs activités et investi pour renforcer et/ou renouveler leurs équipements : achat de panneaux solaires par le GIE de Bassire, achat d'une décortiqueuse à riz par le GIE de Thiobon, construction d'un magasin de stockage de matériel par le GIE de Karthiack. Depuis la fin du projet en 2016, les GIE assurent de façon autonome l'achat des semences et poursuit la démultiplication des formations en gestion comptable, en techniques agroécologiques de production, en techniques d'élevage, en transformation de légumes.

Ces groupements accueillent régulièrement des stagiaires en agro-foresterie de l'Université Assane Seck de Ziguinchor. Aujourd'hui, les femmes de ces GIE se sentent renforcées dans leurs rôles, émancipées, plus confiantes en elles, plus autonomes et plus libres dans leurs prises de décision. Elles font preuve d'un grand leadership et élèvent leurs voix avec dynamisme pour porter leurs messages et exprimer leurs besoins à l'adresse des autorités territoriales. Elles ont mené elles-mêmes toutes les démarches relatives à la reconnaissance officielle de leurs périmètres maraîchers, de la parcelle d'implantation de l'unité de transformations de fruits et légumes et des parcelles qui abritent les poulaillers. Les demandes d'affectation de terres déposées par la coopérative des femmes ont reçu l'adhésion de la majorité des populations ainsi que celles des autorités administratives et politiques territoriales.

Projet soutenu par la Fondation RAJA – Danièle Marcovici entre 2015 et 2018



RETOUR D'EXPÉRIENCE



L'action d'ESSOR au Mozambique

Au Mozambique, le projet d'ABIODES, appuyé par ESSOR, a encouragé les femmes à s'engager pour défendre leurs intérêts, faciliter les décisions respectueuses des deux sexes et garantir aux femmes le même niveau de connaissance et d'information que les hommes. Dans les processus d'élection et de renouvellement des instances directives des unions et des associations, l'égalité femmes-hommes a été encouragée, surtout pour les postes décisionnaires. En fin de projet, 58% des postes à responsabilité dans les associations et unions étaient détenus par des femmes. En renforçant les compétences des maraîchères à travers la Formation Agricole Participative, le projet leur a également permis d'acquérir des compétences théoriques et pratiques (savoirs, savoir-faire et savoir-être) et une mentalité d'agricultrices/expérimentatrices. La formation agricole participative est une formation qui ne diffuse pas des « paquets techniques », mais qui anime un processus de réflexion/expérimentation valorisant les savoir-faire traditionnels, l'enrichit par des connaissances venues de la recherche agronomique et des expériences réalisées dans d'autres régions ou pays. Avec cette méthodologie participative, une attention particulière est portée à l'égalité du temps de parole entre toutes et tous, les maraîchères se sentent plus valorisées et gagnent en estime de soi et en confiance en elles, ce qui a permis une première avancée dans leur empowerment et leur autonomisation vis-à-vis des hommes.

Projet soutenu par la Fondation RAJA – Danièle Marcovici entre 2016 et 2018

Des effets de levier

pour aller
plus loin



Les initiatives en faveur d'une transition agricole et alimentaire durable et d'autonomisation des femmes se multiplient ici et là-bas. En Europe, les femmes sont au cœur de ces évolutions, avec une tendance à la féminisation du secteur agricole - en France, selon les statistiques de l'enseignement agricole, les écoles d'agronomie comptent 75 % de filles.

Pour construire un monde plus viable écologiquement et socialement, et plus vivable pour tous, il s'agit de renforcer ces tendances et de donner plus d'ampleur et de visibilité aux initiatives émergentes. Comme commenté dans cette étude, **les changements doivent se faire à tous les niveaux :**

- au niveau des femmes
- au niveau de l'environnement proche, des communautés (hommes et femmes)
- au niveau des cadre légaux et institutionnels (national / international)

Une telle dynamique de changement a été formalisée dans le cadre de divers travaux. La « Pathways approach » de l'ONG CARE¹ propose une approche pour lutter contre la pauvreté et l'exclusion des femmes dans l'agriculture à partir de son expérience dans différents pays et sur la base de cinq facteurs clés et interagissant : capacité, accès, productivité, sphère d'influence domestique, environnement favorable. La démarche portée par l'USAID autour d'un indice d'autonomisation des femmes dans l'agriculture distingue de son côté les cinq domaines de changement suivants² : participation à la prise de décision dans la production (aspects techniques), accès aux ressources productives et financières, maîtrise des sources de revenus, implication et leadership dans des groupes, répartition du temps.

En cohérence avec ces approches de référence, et en tenant compte des leçons tirées de notre analyse, nous retenons **cinq dimensions spécifiques d'intervention dans un objectif de dynamisation et de changement d'échelle**, pour une meilleure mobilisation des femmes dans la transition agricole et alimentaire et une amélioration en conséquence de leur autonomisation. Ces dimensions sont mises en avant comme autant d'effets de levier sur lesquels les différents partenaires peuvent s'impliquer pour soutenir les actrices et acteurs de terrain ; les retours d'expériences cités dans cette étude apportent des illustrations d'actions possibles et de résultats potentiels.

La dynamique de changement est en cours. Il faut soutenir et accélérer ce double processus (Femmes et Transition Agricole et Alimentaire), valoriser les initiatives de partage d'expériences, notamment les transferts de savoir Sud-Sud et Sud-Nord.

¹ CARE, Pathways Theory of change

² USAID, Intervention guide for the women's empowerment in agriculture index (WEAI), 2016

TRANSITION AGRICOLE ET ALIMENTAIRE DURABLE FAVORISANT L'AUTONOMISATION DES FEMMES

Dynamisation et changement d'échelle des initiatives

1

SPÉCIFICITÉS

EFFET LEVIER

- Diagnostic genre (égalité femmes-hommes)
- Prise en compte des contraintes spécifiques
- Approche globale

2

CAPACITÉS

EFFET LEVIER

- Accès des femmes aux informations, formations et services techniques

3

RESSOURCES

EFFET LEVIER

- Accès des femmes à la terre, au matériel, aux intrants (semences, engrais...) et au crédit

4

SOLIDARITÉ

EFFET LEVIER

- Mise en réseau et coopération
- Intégration à des groupements et initiatives collectives
- Partage d'expériences

5

LEADERSHIP

EFFET LEVIER

- Participation aux instances de concertation et de décision à différentes échelles
- Plaidoyer pour agir sur les cadres légaux et institutionnels

Un travail de repérage systématique des initiatives à soutenir et à valoriser est ainsi à dynamiser, à partir des démarches en cours, en mutualisant les efforts des différents acteurs impliqués dans ce sens. Il s'agit d'identifier et de caractériser des initiatives d'alimentation responsable et durable impliquant les femmes, déjà engagées sur un chemin de transition et ayant démontré un impact positif à une échelle locale, **puis de les appuyer pour les aider à changer d'échelle ou à essayer.** ■

Pour conclure

Partant du cadrage des enjeux et des pistes de solutions mis en avant dans cette étude, la Fondation retient l'importance de promouvoir les projets qui contribuent à la Transition Agricole et Alimentaire et qui concrétisent les opportunités d'émancipation correspondantes pour les femmes. La Fondation continuera de soutenir ce champ d'intervention déjà couvert par les activités de la Fondation au travers de ses différents axes thématiques – cf. les différents exemples illustrant cette étude. Les prochains appels à projet et travaux thématiques prendront ainsi en compte

les résultats de cette analyse, en continuant d'accompagner ce type de projets, ici et là-bas, avec une attention particulière à la déclinaison des activités proposées et des résultats attendus sur les 5 dimensions présentées dans le schéma : Spécificités, Capacités, Ressources, Solidarité, Leadership. Par ailleurs, des réflexions complémentaires seront enclenchées au cours de l'année 2019 pour favoriser des échanges et partages d'expériences multi-acteurs sur des thématiques spécifiques.

Pour en savoir plus : www.fondation-raja-marcovici.com



TÉMOIGNAGE DE **HADAM SILÈYE THIAM**

Éleveuse d'ovins bénéficiaire du projet d'Elevages sans Frontières (Sénégal)

« Après remboursement intégral du micro-crédit animal, la vente d'un bélier pendant la fête de Tabaski à 50 000 FCFA a permis d'acheter des habits plus des chaussures pour les enfants et pour moi, et je garde un montant pour payer les frais de scolarité de l'année prochaine. J'exploite aussi une parcelle maraîchère à l'intérieur de laquelle je sème du gombo, de la laitue, du navet et du chou. La laitue est réservée à l'autoconsommation. Les autres productions sont utilisées aussi pour la vente ».



TÉMOIGNAGE DE **JACQUES NAMETOUGLI**

Coordinateur de l'AREJ,
partenaire de Terre & Humanisme
(Togo)



« L'une des grandes satisfactions est de voir comment les hommes – pères et maris – mais aussi les autorités villageoises, se sont impliqués en soutien au projet et à la formation des jeunes femmes. Par exemple, les bergeries des femmes ont été construites au début de l'année

2017, par les pères, frères, maris et voisins des jeunes formées, alors que celles-ci étaient encore au centre pour leur formation ! Les hommes ont aussi beaucoup prêté main forte pour la mise en place des clôtures des espaces maraîchers. Dans certains villages les autorités locales ont beaucoup contribué à cette mobilisation. Il y a même eu un chef de village qui a réuni toute sa communauté avant la dotation en animaux, pour demander que les troupeaux des femmes soient respectés, et les prémunir contre le vol ».



TÉMOIGNAGE DE SARAH TOUMI

Directrice de Dream in Tunisia et coordinatrice du projet, en partenariat avec Women's Worldwide Web (Tunisie)

« Les hommes des villages ont tendance à encourager les femmes à se lancer dans le projet car ils voient les revenus que cela rapporte. C'est cette augmentation potentielle des revenus des ménages qui permet aux femmes de participer. Cependant, nous devons offrir un modèle flexible qui laissera la possibilité aux femmes de continuer à s'occuper dans le même temps des autres tâches ménagères dont elles sont responsables. Nous espérons qu'à long terme, ce programme entraînera un changement progressif des mentalités à mesure que les femmes deviendront plus autonomes financièrement, en renforçant leur capacité de décision et leur autonomie sociale ».



TÉMOIGNAGE DE MASSATO

Jeune femme formée à l'AREJ, partenaire de Terre & Humanisme (Togo)

« Je m'appelle Massato, du village de Piébouaka, canton Barkossi, Préfecture de l'Ôti. J'ai fini la formation initiale en agro-écologie il y a juste un an et trois semaines. Je suis revenue au village début du mois de juin 2017, tout juste au début de la campagne agricole. Mon mari avait déjà nettoyé les champs et brûlé les résidus de matière organique, comme il le fait chaque année. J'ai pris du temps pour le convaincre que les cultures sur brûlis détruisent le sol. Cette année, il n'a pas nettoyé ni brûlé le champ, mais il a encore acheté de l'engrais chimique car nous n'avons pas une quantité suffisante de compost pour les grands champs de maïs et de mil. Il est aussi d'accord pour ne plus utiliser de l'herbicide pour le désherbage, comme il le faisait avant. C'est difficile de changer tout en même temps ! Petit à petit, j'ai espoir que ça ira de soi avec les expériences que je vais appliquer dans mon petit champ de riz, fertilisé avec du compost seul.

Pour mon élevage, j'ai déjà eu trois naissances, ça fait six têtes au total. La brebis a donné un petit, et la chèvre deux petits. Le troupeau commence à grandir. Depuis que j'ai reçu les animaux, j'ai préparé sept brouettes (environ 700 Kg) de compost pour mon petit champ de riz. Mais nous sommes un peu tristes et inquiets parce qu'il ne pleut pas depuis trois semaines ».



Index des projets



Association de Développement de l'Emploi Agricole et Rural en Mayenne - France 2016-2017

En France, le rôle des femmes dans l'agriculture est encore insuffisamment reconnu et peu valorisé bien que celles-ci soient souvent porteuses de solutions innovantes. Le projet entend faciliter l'accès des femmes à l'agriculture via un accompagnement vers les métiers agricoles et l'amélioration de la répartition des tâches et des prises de décisions femmes/hommes au sein des fermes. Afin d'autonomiser les femmes dans leur projet en agriculture paysanne respectueuse de l'environnement, des actions sont également mises en place pour favoriser la viabilité économique et la pérennité de leurs activités agricoles. Enfin, le projet contribue à valoriser le travail des agricultrices auprès de la profession agricole et du grand public.

Projet soutenu par la Fondation RAJA - Danièle Marcovici sur 2016 et 2017 à hauteur de 35 500€

Dessine l'Espoir - Swaziland 2018-2019

La situation est particulièrement critique au Swaziland, petit pays de 1,3 millions d'habitants enclavé entre l'Afrique du Sud et le Mozambique, qui est l'un des plus touchés par le VIH SIDA (26% de la population) et la pauvreté, et dans lequel peu d'ONG sont actives. L'objectif du projet est de lutter contre la pauvreté et la sous-alimentation via la promotion de l'autonomisation et de la souveraineté alimentaire des femmes séropositives et de leur famille. Les activités principales sont d'une part le développement de jardins potagers, associé à la promotion de produits à forte valeur nutritionnelle et à la création d'un système de vente de plants, réalisés en pépinière, et d'autre part une sensibilisation à une alimentation saine et équilibrée incluant la distribution de paniers maraichers aux patients vulnérables.

Projet soutenu par la Fondation RAJA - Danièle Marcovici sur 2018 et 2019 à hauteur de 10 000€

Elevages Sans Frontières - Sénégal 2016-2019

La région de Matam, au Sénégal, est une région particulièrement enclavée et marquée par les crises géopolitiques et climatiques, or elle est peu bénéficiaire des aides des ONG. Le rôle des femmes dans la subsistance des ménages est primordial dans une région où le départ des hommes – en Europe ou en transhumance – est très fréquent. Depuis 2008, l'association Elevages Sans Frontières intervient dans cette zone auprès de 21 groupements de femmes (soit 4 000 personnes) pour les former à l'élevage durable et rentable, notamment à travers du micro-crédit en nature (animal), ainsi qu'aux techniques de maraîchage, qu'elles ont ensuite retransmises aux autres femmes de leur groupement. Enfin, dans l'objectif de structurer les groupements, les membres sont formés.e.s aux techniques d'organisation et de gestion financière.

Projet soutenu par la Fondation RAJA - Danièle Marcovici entre 2016 et 2019 à hauteur de 26 500€

Empow'Her - Pérou 2015 à 2017

Empow'Her a accompagné entre 2015 et 2017 un groupe d'agricultrices et leurs familles, à Marachanca au Pérou. Les agricultrices y exploitent des petites parcelles familiales de 1 hectare en moyenne, situées entre 4000 et 5000 mètres d'altitude. La communauté ne retire que peu de revenus de ses activités agricoles, leur production est vivrière, non mécanisée et de subsistance principalement. Empow'Her forme et accompagne ce groupe d'agricultrices vers l'introduction de pratiques agricoles durables, et vers une meilleure maîtrise économique des différentes facettes de leur activité (production, commercialisation, gestion). Cet accompagnement a pour but d'améliorer la situation économique et sociale des familles tout en les faisant devenir acteurs et actrices de la protection de leur environnement par l'adoption et la promotion de pratiques agricoles durables.

Projet soutenu par la Fondation RAJA - Danièle Marcovici entre 2015 et 2017 à hauteur de 31 600€

Envol Vert - Colombie sur 2018 et 2019

Le projet vise à développer une agriculture agroforestière et un élevage bovin silvopastoral permettant aux communautés de développer de nouvelles sources de revenus tout en favorisant des méthodes agricoles durables. La protection de la biodiversité est au cœur du projet, avec la création d'un corridor écologique entre deux réserves naturelles où subsistent les dernières populations de singe Tamarin Titi à tête blanche, un des primates les plus menacés au monde. Pour cela le projet met en avant le Noyer Maya, un arbre local dont l'exploitation raisonnée est favorable à la biodiversité et favorise la sécurité alimentaire et de nouveaux revenus pour les populations grâce à l'usage de sa graine. La mise en place d'activités de transformation agricole à l'initiative du groupement des femmes de la communauté renforce l'autonomisation des femmes et favorise leur place dans les processus de représentation et de prise de décision collective.

Projet soutenu par la Fondation RAJA - Danièle Marcovici sur 2018 et 2019 à hauteur de 35 000€

ESSOR - Mozambique 2016-2018

La ville de Maputo, capitale du Mozambique, compte environ un million d'habitants. L'agriculture urbaine et péri urbaine y présente un fort potentiel, qui reste inexploité. La plupart des agriculteurs utilisent de manière abusive des intrants chimiques pour des monocultures de choux ou salades, au préjudice de l'environnement et de la santé humaine, et contribuant au maintien des problèmes agronomiques : baisse de la fertilité des sols, résistances des maladies et ravageurs. Ce projet propose des solutions concrètes pour développer le maraîchage agroécologique et durable via la formation des agriculteurs et agricultrices. Les femmes sont au cœur du système agricole et sont donc prioritairement formées aux techniques agroécologiques et à la commercialisation de leurs produits.

Projet soutenu par la Fondation RAJA - Danièle Marcovici entre 2016 et 2018 à hauteur de 74 000€

Food de Rue - France depuis 2016

Le projet de Food de Rue répond à un double constat : le manque de dispositif dédiés et adaptés aux femmes dans le champ de l'insertion par l'activité économique ; et l'intérêt de nombreuses femmes pour les activités de restauration, pour lesquelles elles disposent souvent déjà de savoir-faire. Face à ces constats, le projet propose un parcours d'insertion dédié aux femmes en difficulté dans le secteur de la restauration, et plus particulièrement de la cuisine de rue dont le potentiel de développement est important. Ce parcours complet comprend : la création d'un chantier d'insertion, première marche vers le retour à l'emploi ; puis d'une coopérative et enfin d'une franchise solidaire pour accompagner les femmes souhaitant créer leur micro-entreprise dans la restauration.

Projet soutenu par la Fondation RAJA - Danièle Marcovici entre 2016 et 2018 à hauteur de 32 800€

Groupe de Recherche et d'Echanges Technologiques (GRET) - Sénégal 2018-2019

Le projet porte sur l'autonomisation économique des femmes dans le département de Dagana au Sénégal où l'insécurité alimentaire touche 55 % des ménages. Le projet combine un appui et un accompagnement d'initiatives économiques individuelles et collectives des femmes avec le renforcement d'espaces de concertation interprofessionnels inclusifs dans la filière laitière locale. Le plan d'actions a été défini à partir des besoins et attentes spécifiques des femmes : actions d'alphabétisation – incluant le renforcement des capacités des femmes à la prise de parole en public, mise en place d'un dispositif d'animation et d'accompagnement des initiatives économiques des femmes – incluant le renforcement à création d'un système communautaire d'épargne et crédit, accompagnement des initiatives collectives de diversification, renforcement mise en place d'une « mini laiterie » portées par des femmes.

Projet soutenu par la Fondation RAJA - Danièle Marcovici sur 2018 et 2019 à hauteur de 50 000€

Institut de Coopération pour le Développement en Afrique - Sénégal entre 2015 et 2018

Au Sénégal, l'exploitation des coquillages – collecte, transformation, commercialisation – est l'activité principale des villages littoraux du Delta du Saloum, réalisée principalement par les femmes selon des méthodes traditionnelles. Ce travail s'exerce dans des conditions fatigantes et dangereuses (pénibilité, risque de noyades) et contribue à l'épuisement des ressources naturelles de coquillages et à la fragilisation de la mangrove. Même si les femmes dégagent un petit revenu de cette activité, celui-ci ne permet pas de subvenir à leurs besoins ni à ceux de leurs familles. L'association Institut de Coopération pour le Développement en Afrique, très active au Sénégal depuis 13 ans, apporte son soutien aux 9 Groupements d'Intérêt Economique (2 000 femmes) afin de développer la filière conchylicole, tout en améliorant les conditions de travail des femmes et en préservant les ressources naturelles.

Projet soutenu par la Fondation RAJA - Danièle Marcovici entre 2015 et 2018 à hauteur de 30 000€

Migrations & Développement - Maroc 2016-2019

Le projet a pour objectif de renforcer les capacités des femmes agricultrices à s'adapter au changement climatique dans le domaine de la production et de la valorisation de produits agro-écologiques et de semences locales. L'accompagnement collectif et individuel réalisé a permis de renforcer les capacités de près de 60 femmes dans les deux villages de Taghzoute et Tamseksit au Maroc autour des pratiques de l'agro-écologie et de la production de banques de semences biologiques reproductibles à partir de plus de 50 variétés de plantes maraîchères, aromatiques et médicinales. Ces actions renforcent la prise de conscience des femmes à la fois des avancées réalisées individuellement et collectivement, des contraintes à dépasser, mais aussi des potentiels à valoriser dans leur village, pour développer davantage l'agro-écologie et en faire une activité rentable.

Projet soutenu par la Fondation RAJA - Danièle Marcovici entre 2016 et 2019 à hauteur de 45 500€

Projeter Sans Frontières - Colombie sur 2017 et 2018

Le projet porté par Projeter sans Frontières a pour but de valoriser le travail des productrices agricoles et de développer avec elles une agriculture respectueuse de l'environnement et de l'humain. Il a deux composantes avec des objectifs complémentaires. Tout d'abord, le développement d'un réseau de productrices à Bogota et ses environs afin d'assurer la génération de revenus et la réduction de leur vulnérabilité sociale par leur insertion professionnelle. Ce réseau permet aussi de créer un sentiment d'appartenance des femmes productrices, améliorer le suivi agroécologique et la gestion de leur production. Par ailleurs, la création de jardins communautaires destinés à l'autoconsommation permet de renforcer la sécurité alimentaire des femmes, l'embellissement du quartier et contribue à l'appropriation du territoire par la communauté.

Projet soutenu par la Fondation RAJA - Danièle Marcovici sur 2017 et 2018 à hauteur de 30 500€

SOL - Inde 2015-2018

Depuis 2011, SOL et son partenaire indien Navdanya travaillent dans la région montagneuse de l'Uttarakand au pied de l'Himalaya, avec des populations paysannes (dont une grande majorité de femmes) dans le cadre du projet « Les Graines de l'espoir ». L'objectif principal est de pérenniser le travail de transmission des savoir-faire techniques agricoles respectueux de l'environnement et de la biodiversité. L'enjeu est de rendre les paysannes résilientes face aux changements climatiques, grâce à l'utilisation de semences adaptées à ces changements. Un autre objectif consiste en l'accompagnement et la formation des communautés paysannes dans le développement marketing de leur production.

Projet soutenu par la Fondation RAJA - Danièle Marcovici entre 2015 et 2018 à hauteur de 42 000€

Terre & Humanisme - Togo 2016-2018

La région des Savanes, au nord du Togo, est caractérisée par l'extrême pauvreté et un fort exode rural. Confrontée à la dégradation des terres et au changement climatique, l'agriculture traditionnelle ne permet plus de subvenir aux besoins des familles. Les structures de formations agricoles ne sont pas assez développées, et avec seulement 46 % de filles scolarisées, les femmes sont particulièrement vulnérables. Le projet participe à restaurer les ressources naturelles de 7 villages tout en promouvant l'autonomie de 20 jeunes femmes en leur proposant une formation professionnelle aux pratiques agroécologiques et en les accompagnant au démarrage d'une activité agricole génératrice de revenus et respectueuse de l'environnement. L'appui à leur installation bénéficie à toute leur famille soit plus de 100 personnes ; l'appui aux 7 groupements de femmes dont elles font partie (soit 210 maraîchères) renforce l'autonomie alimentaire de tout leur village (env. 2 000 personnes).

Projet soutenu par la Fondation RAJA - Danièle Marcovici entre 2016 et 2018 à hauteur de 35 500€

Women's Worldwide Web - Tunisie depuis 2016

Le projet répond à deux problématiques tunisiennes majeures : la désertification en constante hausse (75% des terres sont en cours de désertification) et la vulnérabilité économique des femmes en zone rurale (17% des femmes tunisiennes sont employées dans l'agriculture mais de façon précaire). Les femmes sont formées à l'agriculture biologique, la permaculture et la récupération d'eau de pluie et accompagnées dans l'exploitation de leur parcelle, notamment à travers la plantation de près de 100 000 arbres -acacias, moringas, et arbres fruitiers- spécialement adaptés au climat aride en Tunisie. En vendant les produits transformés issus de leurs récoltes grâce à la création d'une coopérative, ces femmes pourront ainsi générer des revenus durables et être autonomes financièrement, pour sortir ainsi leur famille (5 personnes en moyenne par femme) et leur communauté de la pauvreté.

Projet soutenu par la Fondation RAJA - Danièle Marcovici entre 2016 et 2018 à hauteur de 45 500€

Women in Europe for a Common Future

Europe - depuis 2015

L'association Women in Europe for a Common Future est un réseau de 150 organisations féminines et environnementales, fondé en 1994 dans la dynamique du premier Sommet de la Terre de Rio, et qui agit pour construire avec les femmes un monde juste, sain et durable. WECF renforce les capacités des femmes à travers des projets de terrain à l'échelle locale, et porte leurs priorités dans les processus politiques à l'échelle nationale et internationale. Les objectifs principaux sont la valorisation des solutions climat intégrant l'égalité femmes-hommes durant les Sommets Climat (COP), le renforcement de la présence et des capacités de plaidoyer des femmes dans le cadre onusien et l'accompagnement des organisations de femmes dans le déploiement de projets existants en leur permettant d'accéder aux financements dédiés.

Projet soutenu par la Fondation RAJA - Danièle Marcovici entre 2015 et 2018 à hauteur de 130 000€

Remerciements

Nous tenons à remercier toutes les associations qui ont été impliquées dans le cadre de cette étude et plus généralement toutes les associations engagées sur le terrain, en France et partout dans le monde, qui contribuent à la nécessaire transition vers un modèle de société plus durable en valorisant plus particulièrement le rôle des femmes dans cette transition.



Nous remercions également la Fondation GoodPlanet qui contribuera à la diffusion des résultats. Créée en 2005 et reconnue d'utilité publique, la Fondation a pour objectifs de placer l'écologie et l'humanisme au cœur des consciences et de susciter l'envie d'agir concrètement pour la terre et ses habitants.

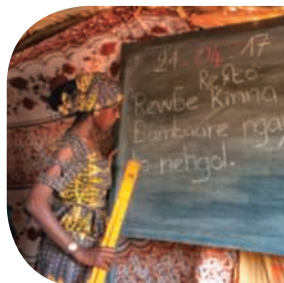
Pour une information plus complète sur les projets, merci de consulter le site internet de la Fondation.

Ressources bibliographiques

- Agence pour le Développement et la Promotion de l'Agriculture Biologique, Repères chiffrés 2017 du bio en France, 2017.
- Blackden, C.Mark et Quentin Wodon, « Gender, Time use and Poverty in Sub-Saharan Africa », Washington DC, World Bank, 2006.
- Délégation aux Droits des Femmes du Sénat, Rapport « Femmes et agriculture, pour l'égalité dans les territoires », 2017.
- FAO, Rapport « Construire une vision commune pour une alimentation et une agriculture durables », 2014.
- FAO, Rapport « L'alimentation et l'agriculture, clés pour réaliser le Programme de développement durable à l'horizon 2030 », 2016.
- FAO, News « Les femmes détiennent la clé du succès afin de parvenir à un monde libéré de la faim et de la pauvreté », 2016.
- FAO, Rapport « L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde », 2017.
- United Nations, Department of Economic and Social Affairs, Population Division (2017). World Population Prospects: The 2017 Revision, Key Findings and Advance Tables.
- United Nations, Department of Economic and Social Affairs, Population Division (2018). 2018 Revision of World Urbanization Prospects.
- USAID, Intervention guide for the women's empowerment in agriculture index (WEAI), 2016
- Women gender constituency et Women in Europe for a Common Future, Rapport « Solutions genre et climat », 2017.

Crédits photos

Elevages sans frontières, Projeter sans frontières, Dessine l'espoir, Empow'her, FNAB, ESSOR, Food de rue, Envol vert, Ishpingo, Migrations & développement, SOL, Women's worldwide web, ADEAR Mayenne, BISS, ICDA, GRET, Entrepreneurs du monde, Terre & Humanisme, WECE.



Pour en savoir plus :
www.fondation-raja-marcovici.com

FONDATION RAJA - DANIÈLE MARCOVICI
16, rue de l'Étang - Paris Nord 2
95977 Roissy CDG Cedex
Tél. : 01 48 17 32 85 - Fax : 01 48 17 34 61
email : fondation@raja.fr